

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 1909.

Projet de loi approuvant le Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 25 mars 1909 entre la Belgique et la République de Honduras, ainsi que la Déclaration additionnelle audit Traité signée le 30 août 1909.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Un Traité d'amitié, de commerce et de navigation a été conclu à Guatemala, le 25 mars 1909, entre la Belgique et la République de Honduras.

Cet acte diplomatique règle, par des dispositions analogues à celles qui figurent habituellement dans les traités de même espèce signés par la Belgique, la situation réciproque des ressortissants des deux Parties contractantes, l'exercice du commerce et de l'industrie, la pratique de la navigation, le régime des sociétés commerciales, etc. La portée des diverses dispositions du Traité se dégage suffisamment des textes, et il paraît superflu d'en donner ici une analyse détaillée.

D'une façon générale, le Traité garantit aux sujets des deux Etats le traitement national combiné avec le traitement de la nation la plus favorisée.

Conformément à une restriction admise pour les traités de commerce conclus avec des Etats de l'Amérique centrale et qui figure notamment dans la Convention commerciale du 21 mars 1906 entre la Belgique et le Salvador, il a été stipulé, à l'article 21, que la clause du traitement de la nation la plus favorisée ne fait pas obstacle à l'octroi, par la République de Honduras, d'avantages spéciaux aux quatre autres Républiques de l'Amérique centrale, étant entendu que ces avantages seraient également accordés à la Belgique s'ils venaient à être étendus à des Etats autres que ces Républiques.

D'autre part, il a paru utile au Gouvernement du Roi de faire stipuler que, selon l'interprétation généralement donnée à la clause du traitement de la nation la plus favorisée, celle-ci réserve la liberté des Parties contractantes en ce qui concerne les concessions qu'elles se trouveraient dans le cas de faire à d'autres Etats relativement au trafic local dans la zone frontière ou

en vertu d'unions douanières, et aussi en ce qui concerne la perception de droits supplémentaires en compensation de primes d'exportation et de production. Ces points se trouvent réglés par une Déclaration additionnelle en date du 30 août 1909.

Le Traité intervenu restera en vigueur pendant une période de six années, avec faculté de prolongation par tacite reconduction.

J'ai la conviction, Messieurs, que les garanties qu'il consacre ne manqueront pas d'exercer une heureuse influence sur le développement des relations commerciales entre la Belgique et le Honduras.

Aussi est-ce avec la confiance qu'il rencontrera auprès de vous un accueil favorable que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi portant approbation du Traité du 25 mars 1909 et de la Déclaration qui le complète.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI

approuvant le Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 25 mars 1909 entre la Belgique et la République de Honduras, ainsi que la Déclaration additionnelle audit Traité signée le 30 août 1909.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 25 mars 1909 entre la Belgique et la République de Honduras, ainsi que la Déclaration additionnelle audit Traité signée le 30 août 1909, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 24 novembre 1909.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

ONTWERP VAN WET

tot goedkeuring van het Verdrag van vriendschap, koophandel en scheepvaart, den 25ⁿ Maart 1909 tusschen België en de Republiek Honduras gesloten, zoomede van de aan gezegd Verdrag Toegevoegde Verklaring, ondertekend op 30 Augustus 1909.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Verdrag van vriendschap, koophandel en scheepvaart, den 25ⁿ Maart 1909 tusschen België en de Republiek Honduras gesloten, zoomede de aan gezegd Verdrag Toegevoegde Verklaring, ondertekend op 30 Augustus 1909, zullen hunne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 24ⁿ November 1909.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

(4)

TRAITÉ.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS, animés du même désir de maintenir les relations cordiales qui existent entre la Belgique et le Honduras, de resserrer, s'il est possible, leurs liens d'amitié, de faciliter et d'étendre les relations de commerce et de navigation entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

Monsieur Édouard POLLET, Officier de l'Ordre de Léopold, etc., Ministre Résident à Guatemala, et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS,

Monsieur le Docteur Manuel J. BARAHONA, Chargé d'Affaires à Guatemala ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le Royaume de Belgique et la République de Honduras et entre les citoyens des deux pays, sans exception de personnes ni de lieux.

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS Y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE HONDURAS, animados del deseo de mantener las cordiales relaciones que existen entre Bélgica y Honduras, para estrechar más, si fuere posible, sus lazos de amistad y facilitar y extender las relaciones de comercio y de navegación entre sus respectivos Estados, han resuelto concluir á este efecto un tratado y han nombrado sus Plenipotenciarios, á saber :

SU MAJESTAD EL REY DE LOS BELGAS,

Al Señor Eduardo POLLET, Oficial de la Orden de Leopoldo, etc., Ministro Residente en Guatemala, y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE HONDURAS,

Al Señor Doctor don Manuel J. BARAHONA, Encargado de Negocios en Guatemala ;

Quienes, después de haberse mostrado sus respectivos plenos poderes, que hallaron en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

ARTICULO PRIMERO.

Habrá paz perpétua y amistad constante entre el Reino de Bélgica y la República de Honduras y entre los ciudadanos de ambos países, sin excepción de personas ni de lugares.

ART. 2.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la Belgique et le Honduras.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre, en matière de commerce, d'industrie et de navigation, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions accordés ou qui seront accordés aux ressortissants des nations les plus favorisées.

ART. 3.

Les Belges au Honduras et les Honduriens en Belgique seront respectivement libres de régler comme les nationaux leurs affaires par eux-mêmes ou de les confier aux soins de toute autre personne, telle que courtiers, facteurs, agents ou interprètes. Ils ne pourront être contraints dans leur choix et ils ne seront tenus à payer aucun salaire ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas jugés à propos d'employer à cet effet; il sera d'ailleurs absolument facultatif aux vendeurs et acheteurs de contracter ensemble leurs marchés et de fixer le prix de toute denrée ou marchandise importée ou destinée à l'exportation, sous la condition de se conformer aux lois et aux règlements de douane du pays.

ART. 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre, de tout service militaire aussi bien dans

ART. 2.

Habrá plena y entera libertad de comercio y de navegación entre Bélgica y Honduras. Los naturales de cada una de las Altas Partes contratantes gozarán en el territorio de la otra, en materia de comercio, industria y navegación, de los mismos derechos, privilegios, libertades, favores, inmunidades y exenciones acordadas ó que se acuerden á los naturales de las naciones más favorecidas.

ART. 3.

Los Belgas en Honduras y los Hondureños en Bélgica serán respectivamente libres para arreglar como los nacionales sus negocios por sí mismos ó para confiarlos a cualquiera otra persona tal como corredores, factores, agentes ó intérpretes. Para este efecto no podrán ser compelidos en su elección ni obligados á pagar ningún salario ni retribución alguna á los que no hayan juzgado propios para ser empleados con ese fin; será además absolutamente facultativo para los vendedores y compradores contratar en junto sus artículos y fijar el precio de todo género ó mercadería importada ó destinada á la exportación, entendiéndose que en todo esto deberán conformarse á las leyes y reglamentos de aduana del país.

ART. 4.

Los naturales de cada una de las Partes contratantes estarán exentos en el territorio de la otra Parte de todo servicio militar, sea en el ejér-

l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique.

Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les deux pays.

ART. 5.

Seront considérés comme belges au Honduras et comme honduriens en Belgique les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce par les lois de l'Etat auquel ils appartiennent respectivement.

ART. 6.

Les navires de l'une des deux Hautes Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de l'autre ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou de leur destination, y seront traités sous tous les rapports sur le même pied que les navires nationaux. Tant à leur entrée que durant leur séjour et à la sortie, ils ne payeront d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de phare, de pilotage, de port, de remorque, de quarantaine ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit ou au nom de l'Etat, de fonctionnaires publics, de communes ou

cito regular, sea en la marina, sea en la milicia ó en la guardia nacional.

Serán solo obligados, en tiempo de paz y en tiempo de guerra, á las prestaciones y á los requerimientos militares impuestos á los nacionales y tendran reciprocamente derecho á las indemnizaciones establecidas en favor de los nacionales por las leyes vijentes en los dos paises.

ART. 5.

Se considerarán como belgas en Honduras y como hondureños en Bélgica á los navíos que naveguen bajo los pabellones respectivos y lleven los papeles de abord y documentos exigidos para la justificación de la nacionalidad de los buques de comercio por las leyes del Estado á que respectivamente pertenezcan.

ART. 6.

Los navíos de una de las Altas Partes contratantes que entren en lastre ó cargados en los puertos de la otra, ó que salgan, cualquiera que sea el lugar de su salida ó de su destino, serán tratados bajo todos los aspectos en el mismo pié que los buques nacionales. Tanto á su entrada como durante su permanencia y á su salida no pagarán otros ni más fuertes derechos de tonelaje, de faro, de pilotaje, de puerto, de remolque, de cuarentena ú otras cargas que pesan sobre la cabida del buque, cualquiera que sea su denominación cobrados en provecho ó á nombre del Estado, de funcionarios publicos, de municipalidades ó de corpo-

de corporations ou établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles les navires nationaux.

ART. 7.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires de l'une des Hautes Parties contractantes aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des deux Parties étant que sous ce rapport leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

ART. 8.

Les navires de chacun des deux États entrant dans l'un des ports de l'autre pour compléter leur chargement ou en débarquer une partie, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

raciones ó establecimientos cualesquiera, que los que son ó sean imponibles á buques nacionales.

ART. 7.

En lo que concierne á la colocación de los buques, su carga y descarga en los puertos, rades, abras, diques y generalmente á todas las formalidades y disposiciones cualesquiera á que puedan someterse los buques de comercio, sus tripulaciones y su carga, queda convenido que no se concederá á los buques de una de las Altas Partes contratantes ningún privilegio ni favor que no se conceda igualmente á los buques de la otra, siendo á este respecto la voluntad de las dos partes que sus barcos sean tratados sobre la base de una perfecta igualdad.

ART. 8.

Los buques de cada uno de los Estados al entrar en uno de los puertos del otro para completar su carga o desembarcar parte de ella, podrán, conformándose siempre á las leyes y reglamentos de los Estados respectivos, conservar á bordo la parte de carga que fuese destinada á otro puerto, sea del mismo país, sea de otro, y reexportarla sin la obligación de pagar por esta última parte de su carga ningún derecho de aduana, salvo los derechos de vigilancia, los cuales no podrán, sin embargo, cobrarse, sino según la tarifa fijada para la navegación nacional.

ART. 9.

Les marchandises de toute espèce, dont l'importation dans les ports de Belgique est ou sera légalement permise sur des bâtiments belges, pourront également y être importées sur des bâtiments honduriens sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Réciproquement, les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports du Honduras est ou sera légalement permise sur des bâtiments honduriens, pourront également y être importées sur des bâtiments belges, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre des pays respectifs.

ART. 10.

Les marchandises de toute nature qui seront exportées de la Belgique par navires honduriens ou du Honduras par navires belges, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toutes

ART. 9.

Las mercaderías de toda especie cuya importación a los puertos de Bélgica es ó sea legalmente permitida en buques belgas, podrán ser igualmente importadas á aquéllos en buques hondureños, sin estar sujetos á otros ó más elevados derechos, cualquiera que sea su denominación sino como si dichas mercaderías fuesen importadas en buques nacionales.

Recíprocamente, las mercaderías de toda especie cuya importación en los puertos de Honduras es ó sea legalmente permitida en buques hondureños podrán igualmente ser importadas á aquéllos en buques belgas, sin ser sometidas á otros ó más fuertes derechos, cualquiera que sea su denominación, sino como si las mismas mercaderías fuesen importadas en buques nacionales.

En las estipulaciones del presente Tratado, se exceptúa lo que concierne á las ventajas de que son ó puedan ser objeto los productos de la pesca nacional en uno ú otro de los respectivos países.

ART. 10.

Las mercaderías de toda naturaleza que sean exportadas de Bélgica en buques hondureños, o de Honduras en buques belgas, para cualquier destino que sea, no estarán sujetas á otros derechos y formalidades de salida que si fueren exportadas en buques nacionales y gozarán bajo uno y otro pabellón de todas las primas y restituciones de

primes ou restitutions de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées dans chacun des pays respectifs à la navigation nationale.

ART. 11.

Pendant le temps fixé par la législation de chacun des pays respectifs pour l'entreposage des marchandises, celles-ci seront traitées en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation, de l'une et de l'autre part, à l'instar des marchandises importées sous pavillon national.

Ces objets, en aucun cas, ne payeront de plus forts droits d'entrepôt et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés sous pavillon national ou provenaient du pays le plus favorisé.

ART. 12.

Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux États seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer et les armes et munitions de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

ART. 13.

Aucune des deux Hautes Parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation,

derecho ú otros favores que son ó sean otorgados en cada uno de los respectivos países á la navegación nacional.

ART. 11.

Durante el tiempo fijado por la legislación de cada uno de los países respectivos para el almacenaje de las mercaderías, éstas serán tratadas, en la espera de su tránsito, de su reexportación o de su entrega al consumo, por una y otra parte, como las mercaderías importadas bajo pabellón nacional.

En ningún caso pagarán estos objetos derechos más fuertes de almacenaje, ni serán sujetas á otras formalidades que las que se aplican a las mercaderías importadas bajo pabellón nacional ó procedentes del país más favorecido.

ART. 12.

Las mercaderías de toda clase que pasen de tránsito por uno de los dos Estados, estarán recíprocamente exentas de todo derecho de tránsito, sin perjuicio de la reglamentación especial concerniente á la pólvora para armas de fuego y á las armas y municiones de guerra.

El tratamiento de la nación más favorecida queda recíprocamente garantizado á cada uno de los dos países para todo lo que concierne al tránsito.

ART. 13.

Ninguna de las dos Altas Partes contratantes someterá á la otra á una prohibición de importación, de

d'exportation ou de transit qui ne soit appliquée en même temps à toutes les autres nations, sauf les prohibitions ou restrictions temporaires que l'une ou l'autre des Parties jugerait nécessaire d'établir pour des motifs sanitaires pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

ART. 14.

La faculté de faire le cabotage de port à port dans le territoire des deux États respectifs se réglera d'après les lois et ordonnances en vigueur. Toutefois, il est convenu entre les deux Hautes Parties contractantes que les navires et les ressortissants de chacune d'elles jouiront, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre, des faveurs et privilèges qui sont ou qui seront accordés aux nations les plus favorisées.

ART. 15.

Ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre Partie, d'autres ni de plus forts droits d'importation que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre État étranger.

Chacune des deux Parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits, à l'importation ou à l'exportation, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance.

exportación ó de tránsito que no sera aplicada al mismo tiempo á todas las otras naciones, salvo las prohibiciones ó restricciones temporales que una ú otra de las Partes juzgare necesario establecer por motivos sanitarios, para impedir la propagación de epizootias ó la destrucción de cosechas, ó bien en vista de acontecimientos de guerra.

ART. 14.

La facultad de hacer el cabotaje de puerto á puerto en el territorio de los dos Estados respectivos se arreglará según las leyes y ordenanzas vigentes. Sin embargo, queda convenido entre las dos Altas Partes contratantes que los navíos y los tripulantes de cada una de ellas gozarán bajo todo respecto en el territorio de la otra de los favores y privilegios que son ó que sean acordados á las naciones más favorecidas.

ART. 15.

Ni una ni otra de las dos Altas Partes contratantes impondrá á las mercaderías procedentes del suelo ó de la industria de la otra Parte, otros ni más fuertes derechos de importación que los que son ó sean impuestos á las mismas mercaderías procedentes de cualquier otro Estado extranjero.

Cada una de las dos Partes se compromete á hacer participar á la otra de todo favor, privilegio ó rebaja de las tarifas de los derechos sobre importación ó exportación que una de ellas pudiera acordar á una tercera potencia. Se comprometen,

Elles s'engagent en outre à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

ART. 16.

Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées ou autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous les droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue du territoire de l'autre État, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet État. Ces compagnies ou associations établies dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, pourront exercer dans le territoire de l'autre partie les droits qui seront reconnus aux sociétés analogues de tous les autres pays.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux compagnies et associations constituées ou autorisées antérieurement à la signature du présent Traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

ART. 17.

Les navires, marchandises et effets appartenant aux Belges ou Honduriens, qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux Parties contractantes ou en haute mer, et qui

además, á no establecer la una respecto de la otra ningún derecho de importación ó exportación que no sea aplicable al mismo tiempo á otras naciones.

ART. 16.

Las Altas Partes contratantes se comprometen a reconocer mutuamente las compañías y otras asociaciones comerciales, industriales, ó financieras, constituidas ó autorizadas según las leyes particulares de los dos países, la facultad de ejercer todos los derechos y de litigar en justicia ante los Tribunales, sea para intentar acción en ellos, sea para defenderse, en toda la extensión del territorio del otro Estado, sin otra condición que la de conformarse á las leyes de dicho Estado. Estas compañías y asociaciones establecidas en el territorio de una de las Altas Partes contratantes podrán ejercer en el territorio de la otra Parte los derechos que sean reconocidos á las sociedades análogas de todos los otros países.

Queda entendido que las disposiciones que anteceden se aplican lo mismo á las compañías y asociaciones constituidas y autorizadas con anterioridad á la firma del presente Tratado que á las que lo fueren ulteriormente.

ART. 17.

Los buques, mercancías y efectos pertenecientes á los Belgas ó á los Hondureños que hubieren sido cogidos por piratas en los límites de la jurisdicción de una de las dos Partes contratantes ó en alta mar, y que

seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades ou baies de la domination de l'autre Partie contractante, seront remis à leurs propriétaires contre paiement, s'il y a lieu, des frais de reprise qui seront déterminés par les tribunaux compétents lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux et sur la réclamation qui devra en être faite, dans le délai d'un an, par les Parties intéressées par leurs fondés de pouvoir ou par les agents des Gouvernements respectifs.

ART. 18.

En tout ce qui concerne la navigation et le commerce, les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre Etat qui ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs.

ART. 19.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à appliquer aux citoyens de l'autre le traitement de la nation la plus favorisée en matière d'adjudications de travaux publics.

ART. 20.

Les voyageurs de commerce voyageant en Belgique pour le compte d'une maison établie au Honduras et les voyageurs de commerce voyageant au Honduras pour le compte d'une maison établie en Belgique ne payeront pas un droit de

fueren conducidos á los puertos, ríos, radas ó bahías del dominio de la otra Parte contratante ó hallados en ellos, serán entregados á su propietario mediante pago, si hubiere lugar á ello, de los gastos de restitución que se determinarán por los tribunales competentes, cuando el derecho de propiedad haya sido probado ante ellos y previa la reclamación que deberá hacerse en el plazo de un año por las partes interesadas, sus apoderados ó los agentes de los respectivos Gobiernos.

ART. 18.

En todo lo que concierne á la navegación y al comercio, ninguna de las Altas Partes contratantes podrá acordar privilegios, favores ó inmunidades á otro Estado sin otorgarlos también al mismo tiempo á favor de los súbditos de la otra Parte contratante.

ART. 19.

Cada una de las Altas Partes contractantes se compromete á dar á los ciudadanos ó súbditos de la otra el tratamiento de la nación más favorecida en materia de adjudicación de obras públicas.

ART. 20.

Los agentes de comercio que viajen en Bélgica por cuenta de una casa establecida en Honduras y los agentes de comercio que viajen en Honduras por cuenta de una casa establecida en Bélgica no pagarán derecho de patente más elevado que

patente plus élevé que celui auquel sont assujettis les voyageurs de commerce des autres nations.

Si les voyageurs de commerce de maisons belges venaient à être exemptés au Honduras du paiement de tout droit de patente, par réciprocité il en serait de même pour les voyageurs de commerce de maisons honduriennes en Belgique.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés par ces commis voyageurs seront de part et d'autre admis en franchise temporaire moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités seront fixées par chacune des Hautes Parties contractantes.

ART. 21.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que les privilèges spéciaux que la République de Honduras a accordés aux quatre autres Républiques centre-américaines ou à l'une d'elles, et ceux qu'elle accorderait dans la suite ne pourront être réclamés par la Belgique en raison du traitement de la nation la plus favorisée qui a été concédé par le présent Traité, à moins que ces privilèges ne soient accordés à un pays autre que ceux de l'Amérique centrale.

ART. 22.

Les Parties contractantes conviennent par voie d'arbitrage de résoudre les questions concernant l'interprétation et l'application du présent Traité qui ne pourraient pas

aquel á que están sujetos los agentes de comercio de las otras naciones.

Si los agentes de comercio de casas belgas llegasen á ser exentos en Honduras del pago de todo derecho de patente, en reciprocidad se hará otro tanto respecto de los agentes de comercio de las casas hondureñas en Bélgica.

Los objetos sujetos á un derecho de entrada que sirven de muestra y que son importados por dichos viajeros de comercio serán admitidos por una y otra parte con franquicia temporal mediante las formalidades de aduana necesarias para asegurar su reexportación ó su reintegración al depósito. Estas formalidades se determinarán por cada una de las Partes contratantes.

ART. 21.

Las Altas Partes contratantes declararán que los privilegios especiales que la República de Honduras ha otorgado á las otras cuatro Repúblicas centro-americanas, ó á una de ellas, ó los que otorgare en lo futuro, no pueden ser reclamados por parte de Bélgica con motivo del derecho de la nación más favorecida que se ha concedido en este Tratado, mientras que tales privilegios no fueren otorgados á otro país que no sea de los de Centro-América.

ART. 22.

Las Partes contratantes convienen en resolver por medio de arbitraje las cuestiones relativas á la interpretación y aplicación del presente Tratado siempre que no pudieran

être réglées à la satisfaction commune par la voie diplomatique.

ART. 23.

Le présent Traité restera en vigueur pendant six années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la fin de ladite période son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

ART. 24.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leur cachet.

Fait à Guatémala, le vingt-cinq mars mil neuf cent neuf.

(L. S.) E. POLLET.

arreglarse á satisfacción comun por la via diplomática.

ART. 23.

El presente Tratado estará vigente durante seis años á contar del día del canje de las ratificaciones. En el caso de que ninguna de las Altas Partes contratantes hubiere notificado con doce meses de anticipación al término de dicho periodo, su intención de hacer cesar sus efectos, el Tratado continuará siendo obligatorio hasta la expiración de un año á partir del día en que la una ó la otra de las Altas Partes contratantes lo haya denunciado.

ART. 24.

El presente Tratado será ratificado y sus ratificaciones se canjearán tan pronto como sea posible.

En fé de lo cual los Plenipotenticiarios lo han firmado y puesto en él sus respectivos sellos.

Hecho en Guatémala, á veinticinco de marzo de mil novecientos nueve.

(L. S.) MANUEL J. BARAHONA.

DÉCLARATION ADDITIONNELLE.

Les Plénipotentiaires qui ont signé le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 25 mars 1909 entre la Belgique et le Honduras sont convenus en outre de ce qui suit :

Ne seront pas considérées comme contraires aux dispositions dudit Traité :

1° Les concessions stipulées avec d'autres États limitrophes pour faciliter le trafic local dans la zone frontière, c'est-à-dire dans un rayon qui ne peut dépasser quinze kilomètres depuis la frontière ;

2° Les concessions que l'une des Parties contractantes accorde ou accorderait à un autre État, en vertu d'une union douanière conclue ou qui serait conclue ultérieurement ;

3° La perception de droits supplémentaires en compensation de primes d'exportation et de production.

Les ratifications de la présente Déclaration seront échangées en même temps que celles de l'acte auquel elle se rapporte.

En foi de quoi les soussignés Plénipotentiaires ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé leur cachet.

Fait à Guatémala, le trente août mil neuf cent neuf.

Los Plenipotenciarios que firmaron el Tratado de amistad, de comercio y de navegación de 25 de marzo de 1909, entre Bélgica y Honduras, han convenido, además, en lo que sigue :

No serán consideradas como contrarias à las disposiciones de dicho Tratado :

1° Las concesiones estipuladas con otros Estados limitrofes para facilitar el tráfico local en las zonas fronterizas, es decir, en un radio que no pueda pasar de quince kilómetros desde la frontera ;

2° Las concesiones que una de las Partes contratantes otorgue ú otorgare á otro Estado, en virtud de una union aduanera concluida á que se concluya ulteriormente ;

3° La percepción de derechos suplementarios en compensación de primas de exportación y de producción.

Las ratificaciones de la presente Declaración se cambiarán en el mismo tiempo que las del Tratado al cual se refiere.

En fé de lo cual los infrascritos Plenipotenciarios han extendido la presente Declaracion y puesto en ella su sello.

Hecho en Guatemala, á los treinta dias de agosto de mil novecientos y nueve.

(L. S.) E. POLLET.

(L. S.) MANUEL J. BARAHONA.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 DECEMBER 1909.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van het Verdrag van vriendschap, koophandel en scheepvaart, den 25ⁿ Maart 1909 tusschen België en de Republiek Honduras gesloten, zoomede van de aan gezegd Verdrag Toegevoegde Verklaring, onderteeekend op 30 Augustus 1909.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Een Verdrag van vriendschap, koophandel en scheepvaart werd op 25 Maart 1909 tusschen België en de Republiek Honduras te Guatemala gesloten.

Deze diplomatieke akte regelt, door bepalingen van gelijken aard als die, welke gewoonlijk voorkomen in dergelijke door België onderteekende verdragen, den wederzijdschen toestand van de onderhoorigen der beide verdragsluitende Partijen, hunne bedrijvigheid in zake handel, nijverheid en scheepvaart, de behandeling der handelsmaatschappijen, enz. De bedoeling der verschillende bepalingen van het Verdrag blijkt genoegzaam uit den tekst; ook schijnt het overbodig, van de akte eene omstandige ontleding te geven.

Op algemeene wijze waarborgt het Verdrag aan de onderhoorigen der beide Staten de nationale behandeling, gepaard met de behandeling der meest begunstigde natie.

Volgens eene beperking die werd aangenomen voor de met Staten van Midden-Amerika gesloten handelsverdragen, en die namelijk voorkomt in de Handelsovereenkomst van 21 Maart 1906, tusschen België en Salvador, erkent artikel 21 dat de bepaling omtrent de behandeling der meest begunstigde natie geen hinderpaal stelt tegen de toekenning, door de Republiek Honduras, van bijzondere voordeelen aan de vier andere Republieken van Midden-Amerika, met dien verstande dat die voordeelen eveneens aan België zouden toegestaan worden, mochten zij tot andere Staten dan deze Republieken worden uitgebreid.

Anderzijds kwam het aan 's Konings Regeering nuttig voor, te doen vaststellen dat, naar de algemeen aan de bepaling omtrent de behandeling der meest begunstigde natie toegekende strekking, hierbij de vrijheid der ver-

dragsluitende Partijen wordt voorbehouden ten aanzien van de vergunningen welke zij aan andere Staten mochten toestaan betrekkelijk het plaatselijk verkeer in de grensstreek of krachtens tolverbonden, zoomede wat betreft de inning van bijkomende rechten tot vergoeding van premiën van uitvoer en van voortbrenging. Die punten zijn geregeld door eene Toegevoegde Verklaring van 30 Augustus 1909.

Het Verdrag zal zes jaren lang van kracht blijven, met gemak van verlenging bij stilzwijgende vernieuwing.

Ik ben overtuigd, Mijne Heeren, dat de verzekerde waarborgen op de ontwikkeling der handelsbetrekkingen tusschen België en Honduras een gelukkigen invloed zullen uitoefenen.

Ook is het met het vertrouwen, dat het bij U een gunstig onthaal zal genieten, dat ik, naar 's Konings bevelen, de eer heb U ter behandeling het wetsontwerp voor te leggen, houdende goedkeuring van het Verdrag van 23 Maart 1909 en van de Verklaring welke dat Verdrag aanvult.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.



PROJET DE LOI

approuvant le Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 25 mars 1909 entre la Belgique et la République de Honduras, ainsi que la Déclaration additionnelle audit Traité signée le 30 août 1909.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 25 mars 1909 entre la Belgique et la République de Honduras, ainsi que la Déclaration additionnelle audit Traité signée le 30 août 1909, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 24 novembre 1909.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

ONTWERP VAN WET

tot goedkeuring van het Verdrag van vriendschap, koophandel en scheepvaart, den 25ⁿ Maart 1909 tusschen België en de Republiek Honduras gesloten, zoomede van de aan gezegd Verdrag Toegevoegde Verklaring, ondertekend op 30 Augustus 1909.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Verdrag van vriendschap, koophandel en scheepvaart, den 25ⁿ Maart 1909 tusschen België en de Republiek Honduras gesloten, zoomede de aan gezegd Verdrag Toegevoegde Verklaring, ondertekend op 30 Augustus 1909, zullen hunne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 24ⁿ November 1909.

LÉOPOLD.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

VERDRAG.



ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN EN ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK HONDURAS, gelijkelyk verlangende de hartelijke betrekkingen te behouden, welke tusschen België en Honduras bestaan, zoo mogelijk hunne vriendschapsbanden nauwer toe te halen, de betrekkingen in zake koophandel en scheepvaart tusschen hunne wederzijdsche Staten te vergemakkelijken en uit te breiden, hebben beslist daartoe een verdrag te sluiten en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN,

Den Heer Eduard POLLET, officier in de Leopoldsorde, enz., Minister-Resident te Guatemala, en

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT DER REPUBLIEK HONDURAS,

Den Heer Doctor Manuel J. BARAHONA, Zaakgelastigde te Guatemala;

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld en deze in goeden en behoorlijken vorm te hebben bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL 1.

Er zal duurzame vrede en standvastige vriendschap heerschen tusschen het Koninkrijk België en de Republiek Honduras en tusschen de burgers van de beide landen, zonder uitzondering van personen of plaatsen.

ART. 2.

Er zal volle en algeheele vrijheid van koophandel en van scheepvaart heerschen tusschen België en Honduras.

De onderhoorigen van elke der Hooge verdragsluitende Partijen zullen, binnen het grondgebied der andere, in zake koophandel, nijverheid en scheepvaart, gelijke rechten, voorrechten, vrijheden, begunstiging, vrijdommen en vrijstellingen genieten als zijn toegestaan of wel zullen toegestaan worden aan de onderhoorigen der meest begunstigde natiën.

ART. 3.

De Belgen in Honduras en de Hondurianen in België zullen wederzijds vrij zijn, evenals de inlanders hunne zaken door hen zelve te regelen, of wel ze toe te vertrouwen aan de zorgen van elken anderen persoon, als makelaars, factours, agenten of tolken. Hun zal in hunne keuze geen dwang

mogen aangedaan worden en zij zullen niet gehouden zijn eenig loon of eenige vergoeding te betalen aan wie zij 't niet oorbaar zullen geacht hebben daartoe te bezigen ; het zal, trouwens, aan de afkooopers en koopers volkomen vrij staan, samen hunne overeenkomsten te sluiten en den prijs te stellen van elke ingevoerde of tot den uitvoer bestemde waar, mits zij de wetten en tolreglementen van het land nakomen.

ART. 4.

De onderhoorigen van elke der verdragsluitende Partijen zullen, op het grondgebied der andere Partij, vrijgesteld zijn van allen krijgsdienst, zoo-
wel in de land- en zeemacht, als in de militie en de burgerwacht.

In vredes- en in oorlogstijd zullen zij aan geene andere verstrekkingen en militaire vorderingen onderworpen zijn dan die, aan de inlanders opgelegd, en zij zullen wederzijds recht hebben op de schadeloosstellingen, welke door de in de beide landen geldende wetten ten gunste van de inlanders zijn bepaald.

ART. 5.

De schepen varende onder Belgische vlag zullen in Honduras als Belgische schepen, en de schepen varende onder Honduriaansche vlag zullen in België als Honduriaansche schepen beschouwd worden, indien zij voorzien zijn van de scheepspapieren en de bescheiden, voor het nationaliteitsbewijs der koopvaardischepen vereischt door de wetten van den Staat waartoe zij wederzijds behooren.

ART. 6.

De schepen van eene van de beide Hooge verdragsluitende Partijen die in ballast of beladen de havens der andere Partij zullen binnenloopen of ze zullen verlaten, welke ook de plaats van hun vertrek of van hunne bestemming zij, zullen er onder alle oogpunten behandeld worden op denzelfden voet als de inlandsche schepen. Zoo bij de aankomst als tijdens hun verblijf en bij hunnen uitgang, zullen zij andere noch hoogere tonnen-, vuur-, loods-, haven-, sleep-, quarantaine-rechten of gelden moeten betalen, of wel andere lasten, vallende onder welke benaming ook op den romp van het schip, geïnd ten voordeele of in naam van den Staat, van openbare ambtenaars, van gemeenten of wel van vennootschappen of inrichtingen hoe ook genaamd, dan die welke gesteld zijn of later zullen gesteld worden op de inlandsche schepen.

ART. 7.

Ten opzichte van de ligplaats der schepen, hunne belading en hunne lossing in de zeehavens, reeden, open havens en dokken, en, over het algemeen, voor al de formaliteiten en bepalingen, hoe ook genaamd, waaraan de koopvaardischepen, hunne manschappen en hunne lading kunnen onderworpen worden, is overeengekomen dat aan de schepen van een van de Hooge ver-

dragsluitende Partijen geenerlei voorrecht noch geenerlei begunstiging zal worden verleend, die niet gelijkelijk verleend zouden worden aan de schepen van de andere Partij, beide Partijen verlangende dat, onder dit oogpunt, hunne vaartuigen op den voet eener volkomen gelijkheid worden behandeld.

ART. 8.

De schepen van elken der beide Staten die eene van de havens van den anderen Staat binnenloopen om hunne lading aan te vullen of om een gedeelte hunner lading te ontschepen, zullen, mits echter de wetten en reglementen der wederzijdsche Staten na te komen, dat gedeelte hunner lading aan boord kunnen houden, welk bestemd mocht zijn voor eene andere haven, hetzij van hetzelfde, hetzij van een ander land, en het weder kunnen uitvoeren, zonder voor dit laatste gedeelte hunner lading eenig tolrecht te moeten betalen, buiten en behalve de toezichtsgelden, die trouwens maar zullen mogen geïnd worden tot het bedrag, gesteld voor de inlandsche schepen.

ART. 9.

Alle om het even welke koopwaren waarvan de invoer in de havens van België op Belgische vaartuigen wettelijk toegelaten is of zal worden, zullen er insgelijks op Honduriaansche vaartuigen mogen ingevoerd worden zonder aan andere of hoogere rechten, onder welke benaming ook, onderworpen te zijn, dan indien die zelfde koopwaren op inlandsche vaartuigen werden ingevoerd.

Wederkeerig zullen alle om het even welke koopwaren, waarvan de invoer in de havens van Honduras op Honduriaansche vaartuigen wettelijk toegelaten is of zal worden, er insgelijks op Belgische vaartuigen mogen ingevoerd worden zonder aan andere of hoogere rechten, onder welke benaming ook, onderworpen te zijn, dan indien die zelfde koopwaren op inlandsche vaartuigen werden ingevoerd.

Op de bepalingen van dit Verdrag wordt uitzondering gemaakt ten aanzien van de voordeelen, welke de voortbrengsels der nationale visscherij in het een of het andere van de wederzijdsche landen genieten of later mochten genieten.

ART. 10.

Alle om het even welke koopwaren die uit België met Honduriaansche schepen of wel uit Honduras met Belgische schepen zullen uitgevoerd worden, voor welke bestemming ook, zullen aan geene andere rechten of formaliteiten van uitgang onderworpen zijn dan indien zij met inlandsche schepen werden uitgevoerd, en zij zullen onder de eene en de andere vlag alle premien of terugbetalingen van rechten of andere begunstigingen genieten, die in elk van de wederzijdsche landen aan de inlandsche scheepvaart zijn toegekend of zullen toegekend worden.

ART. 11.

Gedurende den tijd, door de wetgeving van elk van de wederzijdsche landen bepaald voor de entreposeering der koopwaren, zullen deze, in afwachting dat zij doorgevoerd, wederuitgevoerd of in verbruik gesteld worden, van weerszijden behandeld worden evenals de onder nationale vlag ingevoerde koopwaren.

In geen geval zullen die voorwerpen hogere rechten van entreposeering betalen en aan andere formaliteiten onderworpen zijn, dan indien zij onder nationale vlag waren ingevoerd, of wel uit het meest begunstigde land kwamen.

ART. 12.

Alle om het even welke koopwaren die een van de beide Staten worden doorgevoerd, zullen wederzijds vrijgesteld zijn van elk doorvoerrecht, onder voorbehoud van de bijzondere regeling betreffende het buskruit en de krijgswapens en -munitie.

De behandeling der meest begunstigde natie wordt wederzijds aan elk der beide landen gewaarborgd, voor al wat op den doorvoer betrekking heeft.

ART. 13.

Geene van de beide Hooge verdragsluitende Partijen zal de andere ten aanzien van den in-, den uit- of den doorvoer aan eenige verbodsbepaling onderwerpen, die niet tegelijkertijd toepasselijk mocht zijn op al de andere natiën, behalve de tijdelijke verbodsbepalingen of beperkingen welke de eene of de andere der Partijen noodig mocht achten uit hoofde van gezondheidsredenen, om de voortplanting van veeziekten of de vernieling van den oogst te voorkomen, of ook nog in het vooruitzicht van oorlogsgebeurtenissen.

ART. 14.

Het recht om de kustvaart te doen van de eene haven naar de andere, binnen het grondgebied der beide wederzijdsche Staten, zal volgens de van kracht zijnde wetten en ordonnantiën worden geregeld. Tusschen de beide Hooge verdragsluitende Partijen is echter overeengekomen, dat de schepen en de onderhoorigen van elk harer onder alle oogpunten binnen het grondgebied der andere de begunstiging en voorrechten zullen genieten, die aan de meest begunstigde natiën toegestaan zijn of later zullen worden.

ART. 15.

Noch de eene noch de andere van de beide Hooge verdragsluitende Partijen zal op de koopwaren, voortkomende van den grond of de nijverheid der andere Partij, andere of hogere invoerrechten stellen dan die welke

op die zelfde, van elken anderen vreemden Staat voortkomende koopwaren gesteld zijn of later zullen worden.

Elke van de beide Partijen verbindt zich, de andere Partij te doen genieten van elke begunstiging, elk voorrecht of elke verlaging in de tarieven van de in- of uitvoerrechten, welke eene van haar aan eene derde Mogendheid mocht toestaan.

Zij verbinden zich, bovendien, jegens elkander geenerlei in- of uitvoerrecht te stellen, dat niet tegelijkertijd op de andere natiën toepasselijk mocht zijn.

ART. 16.

De Hooge verdragsluitende Partijen verklaren, wederkeerig aan al de maatschappijen en andere vereenigingen van koophandel, nijverheid of finantie, volgens de bijzondere wetten van een van de beide landen gesticht of toegelaten, de bevoegdheid te erkennen om al de rechten uit te oefenen en om vóór de rechtbanken in rechte te staan, hetzij als eischer, hetzij als verweerder, en wél binnen gansch de uitgestrektheid van den anderen Staat, zonder andere voorwaarde dan dat zij de wetten van bedoelden Staat nakomen. Die maatschappijen en vereenigingen, binnen het grondgebied van eene der Hooge verdragsluitende Partijen gevestigd, zullen binnen het grondgebied der andere Partij die rechten mogen uitoefenen, welke aan gelijkwaardige vennootschappen van al de andere landen zullen erkend zijn.

Het is verstaan, dat de voorgaande bepalingen evenzeer toepasselijk zijn op de vóór de onderteekening van dit Verdrag gestichte of toegelaten maatschappijen en vereenigingen, als op die welke het later mochten worden.

ART. 17.

De schepen, koopwaren en zaken behorende aan de Belgen of de Hondurians die binnen het rechtsgebied van eene van de beide verdragsluitende Partijen, of wel in volle zee, door zeeroovers mochten buitgemaakt zijn en die binnen de havens, reeden of baaien of op de rivieren van het gebied der andere verdragsluitende Partij mochten geleid of gevonden worden, zullen aan hunne eigenaars worden ter hand gesteld, desgevallend tegen betaling van de kosten van overname, welke zullen vastgesteld worden door de bevoegde rechtbanken, nadat het eigendomsrecht vóór de rechtbanken zal zijn bewezen en op de terugvordering die door de belanghebbende Partijen, hare gevolmachtigden of de vertegenwoordigers der wederzijdsche Regeringen, binnen den termijn van één jaar, zal moeten gedaan zijn.

ART. 18.

In al wat de scheepvaart en den koophandel betreft, zullen de Hooge verdragsluitende Partijen aan een anderen Staat geenerlei voorrecht, begunstiging of vrijdom mogen toestaan, die niet insgelijks en van stonden aan tot hunne wederzijdsche onderhoorigen mochten worden uitgebreid.

ART. 19.

Elke van de Hooge verdragsluitende Partijen verbindt zich, op de burgers der andere Partij de behandeling der meest begunstigde natie toe te passen in zake aanbestedingen van openbare werken.

ART. 20.

De handelsreizigers die in België reizen voor rekening van een in Honduras gevestigd huis, en de handelsreizigers die in Honduras reizen voor rekening van een in België gevestigd huis, zullen geen hooger patentrecht betalen dan gesteld is voor de handelsreizigers der andere natiën.

Mochten de handelsreizigers van Belgische huizen in Honduras vrijgesteld worden van de betaling van elk patentrecht, dan zou bij wederkecrigheid hetzelfde geschieden ten gunste der handelsreizigers van Honduriaansche huizen in België.

De aan een invoerrecht onderworpen voorwerpen welke tot monsters dienen en door die handelsreizigers worden ingevoerd, zullen wederzijds tijdelijk vrij worden toegelaten, mits de noodige tolformaliteiten worden vervuld, om ze door middel van entreposeering weder in- of uit te kunnen voeren. Die formaliteiten zullen door elke van de Hooge verdragsluitende Partijen worden vastgesteld.

ART. 21.

De Hooge verdragsluitende Partijen verklaren, dat de bijzondere voorrechten welke de Republiek Honduras aan de vier overige republieken van Midden-Amerika of aan eene dezer republieken heeft toegekend, en die welke zij in het vervolg mocht toekennen, door België niet zullen mogen gevorderd worden uit hoofde van de bij het tegenwoordige Verdrag toegestane behandeling der meest begunstigde natie, tenzij die voorrechten aan een ander land dan die van Midden-Amerika worden toegekend.

ART. 22.

De verdragsluitende Partijen komen overeen, dat de geschillen nopens de verklaring en de toepassing van dit Verdrag, welke niet geregeld kunnen worden tot beider bevrediging langs den diplomatieken weg, scheidsrechtelijk zullen worden opgelost.

ART. 23.

Dit Verdrag zal van kracht blijven zes jaren lang, te rekenen van den dag van de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Mocht geene van de beide Hooge verdragsluitende Partijen, twaalf maanden vóór het eind van gezegden termijn, haar inzicht om er de gevolgen van te doen eindigen, bekendgemaakt hebben, zoo zal het Verdrag verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of de andere der Hooge verdragsluitende Partijen het zal hebben opgezegd.

ART. 24.

Dit Verdrag zal bekrachtigd en de akten van bekrachtiging er van zullen zoo spoedig doenlijk uitgewisseld worden.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden het hebben onderteekend en er hun zegel hebben op afgedrukt.

Gedaan te Guatemala, den vijf en twintigsten Maart negentienhonderd negen.

(L. S.) E. POLLET.

(L. S.) MANUEL J. BARAHONA.

TOEGEVOEGDE VERKLARING.

De Gevolmachtigden die het Verdrag van vriendschap, koophandel en scheepvaart van 25 Maart 1909 tusschen België en Honduras onderteekend hebben, zijn bovendien overeengekomen omtrent het volgende :

Zullen niet beschouwd worden als in strijd met de bepalingen van bedoeld Verdrag :

1^o De met andere Grensstaten overeengekomen vergunningen om het plaatselijk verkeer te vergemakkelijken in de grensstreek, wil zeggen binnen een omtrek die niet verder dan vijftien kilometer van de grens af reiken mag ;

2^o De vergunningen welke eene der verdragsluitende Partijen toestaat of mocht toestaan aan een anderen Staat, krachtens een tolverbond welk alreeds bestaat of later tot stand mocht komen ;

3^o De inning van bijkomende rechten tot vergoeding van premiën van uitvoer en van voortbrenging.

De akten van bekrachtiging dezer Verklaring zullen uitgewisseld worden terzelfder tijd als die van het Verdrag waarop zij betrekking heeft.

Ten blijke waarvan de ondergeteekende Gevolmachtigden deze Verklaring opgemaakt hebben en er hun zegel hebben op afgedrukt.

Gedaan te Guatemala, den dertigsten Augustus negentienhonderd negen.

(L. S.) E. POLLET.

(L. S.) MANUEL J. BARAHONA.
